

GE_GERICHTE C/10053/2020 vom 29. Oktober 2020

GE Cour de justice, 2020-10-29, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_10053_2020

FR: GE_GERICHTE C/10053/2020 du 29 octobre 2020

IT: GE_GERICHTE C/10053/2020 del 29 ottobre 2020

Regeste

EFFSUS | CPC.325.al2

Volltext

Genf Cour de Justice (Cour civile) Chambre civile 29.10.2020 C/10053/2020 Genève Cour de Justice (Cour civile) Chambre civile 29.10.2020 C/10053/2020 Ginevra Cour de Justice (Cour civile) Chambre civile 29.10.2020 C/10053/2020

EFFSUS | CPC.325.al2

C/10053/2020 ACJC/1516/2020 du 29.10.2020 sur JCTPI/284/2020 (OS) , ADMIS
Descripteurs : EFFSUS Normes : CPC.325.al2 Par ces motifs RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR JUDICIAIRE C/10053/2020 ACJC/1516/2020 ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE Chambre civile DU JEUDI 29 OCTOBRE 2020
Entre A_____ AG , sise _____ [BL], recourante contre un jugement rendu par la 22ème Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 2 septembre 2020, comparant en personne, et Monsieur B_____ , domicilié _____ [GE], intimé, comparant par Me Luc-Alain Baumberger, avocat, rue du Vieux-Collège 10, 1204 Genève, en l'étude duquel il fait élection de domicile. Vu, EN FAIT , le jugement JCTPI/284/2020 rendu le 2 septembre 2020 par le Tribunal de première instance, lequel a condamné A_____ AG à verser à B_____ la somme de 1'259 fr. 05 avec intérêts à 5% l'an dès le 16 août 2019 et a prononcé, à concurrence du montant précité, la mainlevée définitive de l'opposition formée au commandement de payer, poursuite n° 1_____ ; Vu le recours formé contre ce jugement par A_____ AG le 30 septembre 2020, lequel a sollicité le prononcé de l'effet suspensif; Qu'il appert que la recourante a reçu la notification d'une commination de faillite; Considérant, EN DROIT , que la Cour est saisie d'un recours au sens des art. 319 ss CPC; Que le recours ne suspend pas la force de chose jugée et le caractère exécutoire de la décision attaquée (art. 325 al. 1 CPC); Que toutefois, l'instance de recours peut suspendre le caractère exécutoire (art. 325 al. 2 CPC); Qu'en l'espèce, si la faillite de A_____ AG devait être prononcée avant qu'il soit statué sur le recours formé le 30 septembre 2020, la recourante risquerait de subir un dommage difficilement réparable; Qu'il sera par conséquent fait droit à la requête à titre superprovisionnel; Qu'en parallèle, un délai sera imparti à la partie intimée, afin qu'elle se prononce sur la requête d'effet suspensif; Qu'il sera statué sur les frais dans l'arrêt au fond; Que le présent arrêt, rendu à titre superprovisionnel, n'est pas susceptible d'un recours. * * * * * PAR CES MOTIFS, La présidente de la Chambre civile : Statuant à titre superprovisionnel sur requête de suspension de l'effet exécutoire : Suspend le caractère exécutoire attaché au jugement JCTPI/284/2020 rendu le 2 septembre 2020 par le Tribunal de première instance. Dit qu'il sera statué sur les frais dans l'arrêt au fond. Siégeant : Madame Paola CAMPOMAGNANI, présidente; Madame Jessica ATHMOUNI, greffière.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.